

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT



**Plan d'action pour la Méditerranée
et Acte final de la
Conférence de plénipotentiaires
des Etats côtiers
de la région méditerranéenne
sur la protection de la mer Méditerranée**



NATIONS UNIES





**Plan d'action pour la Méditerranée
et Acte final de la
Conférence de plénipotentiaires
des Etats côtiers
de la région méditerranéenne
sur la protection de la mer Méditerranée**



NATIONS UNIES
New York, 1978

NOTE.

NOTE.

NOTE. — Cette brochure ne doit pas être considérée comme un document officiel des Nations Unies.

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------|
| Introduction | 1 |
| Plan d'action | 3 |
| Acte final de la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditer- rannée | 9 |
| Résolutions adoptées par la Conférence | 15 |
| Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution | 27 |
| Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditer- ranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs | 43 |
| Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique | 51 |

INTRODUCTION

Du 28 janvier au 4 février 1975, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a convoqué à Barcelone une réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée. Seize Etats¹ riverains de la Méditerranée ont participé à cette réunion, à l'issue de laquelle ils ont adopté un plan d'action pour la protection et le développement du bassin méditerranéen. Depuis son adoption en février 1975, ce plan d'action a servi de base au développement d'un programme d'ensemble en matière d'environnement dans la région, qui engage les Etats riverains de la Méditerranée ainsi que de nombreux organismes spécialisés du système des Nations Unies.

Les dispositions juridiques du programme coopératif régional ont été adoptées dans l'Acte final de la Conférence des plénipotentiaires des Etats riverains de la région méditerranéenne pour la protection de la mer Méditerranée, convoquée par le PNUE à Barcelone du 2 au 16 février 1976. La Conférence a approuvé en particulier les textes de trois instruments juridiques intitulés:

Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution;
Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs;
Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique.

Ces trois instruments sont entrés en vigueur le 12 février 1978, trente jours après qu'ait été déposé le sixième acte de ratification, d'acceptation ou d'approbation².

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été désigné par les Parties contractantes comme organisation responsable de remplir les fonctions de secrétariat pour la Convention et de jouer le rôle de coordonnateur général des activités agréées dans le cadre du Plan d'action.

La présente publication présente, à fins de référence, le texte du Plan d'action pour la Méditerranée ainsi que celui de l'Acte final de la Conférence de plénipotentiaires, notamment de la Convention et des deux protocoles.

¹ Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Syrie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

² Les six premiers actes de ratification, acceptation ou approbation ont été déposés, dans l'ordre chronologique, par l'Espagne, la Tunisie, Monaco, le Liban, Malte et la Yougoslavie.

PLAN D'ACTION

La Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée, convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à Barcelone, du 28 janvier au 4 février 1975, afin d'étudier un plan d'action pour la Méditerranée, est parvenue à un accord sur les recommandations ci-après, après avoir examiné les quatre grands thèmes suivants:

- I. Planification intégrée du développement et gestion des ressources du bassin méditerranéen;
- II. Programme coordonné de recherche, de surveillance continue et d'échanges de renseignements, et évaluation de l'état de la pollution et des mesures de protection;
- III. Convention-cadre relative à la protection du milieu marin en Méditerranée, et protocoles connexes et leurs annexes techniques;
- IV. Incidences institutionnelles et financières du Plan d'action.

I. — Planification intégrée du développement et gestion des ressources du bassin méditerranéen

1. La Réunion, après avoir étudié et discuté le document UNEP/WG.2/2, intitulé « Planification intégrée du développement et gestion des ressources du bassin méditerranéen », en a pris acte et a considéré qu'il soulevait des problèmes délicats et vitaux, compte tenu notamment des inégalités de niveau économique et social existant entre les pays riverains.

2. En conséquence, et compte tenu de la nécessité de ne pas faire obstacle au développement inéluctable des pays méditerranéens en voie de développement, les pays de la région se sont déclarés prêts à approfondir en commun toute proposition visant à concilier les impératifs du développement avec la nécessité de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement méditerranéen dans la perspective d'une utilisation optimale de ses potentialités.

3. La Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée a prié le Directeur exécutif du PNUE, en collaboration avec les gouvernements de la région, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et régionales concernées, d'élaborer un programme coordonné d'activités concertées, qui aurait pour objet une meilleure utilisation des ressources dans l'intérêt des pays de la région et de leur développement, tout en étant conforme aux règles d'une bonne gestion à long terme de l'environnement.

4. Il conviendrait d'élaborer, en particulier, des programmes d'activités ou d'amplifier ceux qui sont déjà en cours d'exécution, par exemple :

a) Le développement et l'application de techniques rationnelles du point de vue de l'économie, de l'écologie et de la santé, dans divers domaines tels que :

- i) Le traitement, l'utilisation et l'élimination dans de bonnes conditions des déchets d'origine domestique et industrielle issus des diverses activités humaines ;
- ii) La restauration des communautés naturelles dégradées, en particulier la protection, l'amélioration et la stabilisation des sols, l'aménagement des bassins versants et la régulation des torrents ;
- iii) L'utilisation optimale et le recyclage de l'eau douce ;
- iv) L'amélioration et une meilleure utilisation des ressources biologiques de la mer, notamment par l'aquaculture.

b) L'étude des coûts et des avantages économiques et sociaux de la prise en considération du facteur environnement dans les projets de développement, cette étude étant réalisée sur la base d'évaluations, du point de vue de l'environnement, de certains projets en cours ou déjà exécutés.

c) L'étude des répercussions du développement économique, particulièrement du développement du tourisme et de l'industrie, sur l'environnement de la région, en tenant compte de la souveraineté nationale et du niveau et des politiques de développement de chaque pays.

d) L'étude d'un système de formation professionnelle à tous les niveaux.

5. Ces programmes seraient appuyés par des activités de formation et d'assistance technique, particulièrement en faveur des pays en voie de développement, conçues pour permettre à tous les pays de la région d'entreprendre eux-mêmes des activités dans ces domaines et de participer pleinement aux activités régionales. Le Directeur exécutif du PNUE est prié de procéder à l'établissement d'un inventaire des besoins des pays en voie de développement riverains de la Méditerranée, ainsi que des possibilités de formation que peuvent offrir aussi bien les organismes internationaux que les pays développés de la région méditerranéenne expérimentés en matière de recherche et de lutte contre la pollution, et ce afin de préciser les domaines et les modalités de coopération possibles.

6. Dans la préparation et la mise en œuvre de ce programme, le Directeur exécutif du PNUE, en coopération avec les gouvernements et organismes cités au paragraphe 3 ci-dessus, est prié :

a) D'organiser des réunions d'experts nationaux afin d'orienter le développement des différentes parties du programme ci-dessus ;

b) De fournir une assistance aux institutions nationales de la région pour la programmation et l'exécution des projets adoptés, ou de leur faciliter l'obtention d'une telle assistance;

c) De prendre, dans un souci d'efficacité maximale et dans le cadre budgétaire défini à cet effet par le Conseil d'administration du PNUE, les mesures nécessaires à la mise en œuvre et à la coordination de ce programme d'activités.

II. — Programme coordonné de surveillance continue et de recherche en matière de pollution dans la Méditerranée

La Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée,

1. *Ayant examiné* les projets de recherche et de surveillance continue qui sont exposés dans le document UNEP/WG.2/3 intitulé « Programme coordonné de recherche, de surveillance continue et d'échanges de renseignements, et évaluation de l'état de la pollution et des mesures de protection »,

2. *Décide* que, comme les moyens matériels sont limités et les chercheurs qualifiés peu nombreux, les sept programmes proposés (sans indication de priorité):

Etude et surveillance continue du pétrole et des hydrocarbures contenus dans les eaux de la mer,

Etude et surveillance continue des métaux, notamment du mercure, dans les organismes marins,

Etude et surveillance continue du DDT, des BPC et des autres hydrocarbures chlorés contenus dans les organismes marins,

Effets des polluants sur les organismes marins et leurs peuplements,

Effets des polluants sur les communautés et systèmes écologiques marins,

Mouvement des polluants le long des côtes,

Programmes de contrôle de la qualité des eaux côtières,

devraient, en un premier stade, prendre la forme de projets pilotes.

3. *Invite* le Directeur exécutif du PNUE à convoquer, en consultation avec les gouvernements et avec le concours d'organismes appropriés des institutions des Nations Unies ainsi que d'organisations régionales intergouvernementales compétentes, un nombre restreint de réunions d'experts représentant les institutions qui auront exprimé le désir de participer aux divers programmes, pour qu'ils élaborent des documents exposant en détail les modalités d'exécution de chaque projet pilote. Les projets pilotes devraient comprendre une phase opérationnelle de deux ans au moins.

4. *Invite* le Directeur exécutif du PNUE, afin d'accroître le nombre de participants aux divers programmes, à organiser en priorité absolue la

formation intensive en cours d'emploi de chercheurs et de techniciens ainsi qu'à fournir du matériel supplémentaire, ce qui serait le meilleur moyen de renforcer les capacités des laboratoires et institutions nationaux. Autant que possible, la formation en cours d'emploi devrait être organisée dans les pays méditerranéens uniquement.

5. *Prie* le Directeur exécutif du PNUE de tenir les gouvernements des pays méditerranéens au courant de ces programmes au fur et à mesure de leur élaboration et de leur évolution.

6. *Fait appel* aux gouvernements et aux organismes internationaux compétents pour qu'ils aident les institutions nationales intéressées à participer à la préparation et à l'exécution de ces activités de surveillance continue et de recherche.

III. — Convention-cadre relative à la protection du milieu marin en Méditerranée, et protocoles connexes et leurs annexes techniques

A

Profondément préoccupée de l'état alarmant de l'environnement dans la Méditerranée, imputable aux négligences délibérées ou involontaires qui ont aggravé la pollution de l'environnement dans cette partie importante du monde,

Considérant la note du Directeur exécutif du PNUE contenant une analyse du projet de convention-cadre relative à la protection du milieu marin en Méditerranée, ainsi que des protocoles connexes et leurs annexes techniques (UNEP/WG.2/4),

1. *Estime* qu'il est particulièrement nécessaire et urgent d'instituer les bases juridiques d'une coopération internationale visant à protéger le milieu marin en Méditerranée.

2. *Approuve* le principe de l'établissement d'une convention-cadre, de protocoles connexes et de leurs annexes techniques.

3. *Prend acte* avec satisfaction des travaux préparatoires de la FAO concernant un projet de convention-cadre relatif à la protection du milieu marin en Méditerranée, du consultant de l'OMCI concernant un projet de protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nocives, et de la délégation espagnole concernant un projet de protocole pour la prévention de la pollution de la Méditerranée par les décharges des navires et aéronefs, tous textes présentés pour information et qui ont fait l'objet d'un examen approfondi.

4. *Prie* le Directeur exécutif du PNUE de convoquer, selon les besoins, en coopération avec les gouvernements et les organismes

intéressés des Nations Unies et avec l'éventuelle collaboration d'autres organisations internationales intéressées, des groupes de travail d'experts gouvernementaux des questions juridiques et techniques, pour mettre au point le texte définitif des instruments juridiques mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus, afin de les faire adopter par une conférence de plénipotentiaires. Ces groupes de travail devront tenir dûment compte des débats de la Réunion de Barcelone, sans préjudice de la codification et de l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

5. *Prie également* le Directeur exécutif du PNUE, en coopération avec la FAO et les autres institutions des Nations Unies intéressées, de convoquer ladite conférence de plénipotentiaires, d'inviter à cette conférence les Etats riverains de la Méditerranée ainsi que des observateurs conformément à la pratique des Nations Unies, et de fournir l'aide nécessaire à la préparation et au déroulement de la conférence.

6. *Recommande* que le Directeur exécutif du PNUE, en coopération avec les gouvernements et les institutions spécialisées des Nations Unies intéressés, convoque dans les meilleurs délais des groupes de travail d'experts gouvernementaux pour préparer d'autres protocoles, en tenant compte des travaux de la présente réunion.

B

Reconnaissant la nécessité de protéger particulièrement la Méditerranée contre la pollution due à l'exploitation des navires,

Ayant à l'esprit la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires,

1. *Exprime* le vœu que tous les Etats deviennent parties à ladite convention;

2. *Recommande* à tous les Etats riverains de la Méditerranée de devenir parties à la Convention de 1973 et de déployer des efforts concertés, par les moyens appropriés, dans le cadre de l'OMCI, pour que la Méditerranée soit désignée comme zone spéciale aux fins de l'annexe II de cette convention;

3. *Recommande* aux Etats riverains de la Méditerranée de réaliser les installations portuaires prévues aux annexes I et II de ladite convention et d'établir entre eux, à cet effet, une coopération technique.

IV. — Incidences institutionnelles et financières du Plan d'action

A

En prenant les dispositions institutionnelles nécessaires pour mettre en application ces recommandations, le Directeur exécutif du PNUE est prié:

1. *D'utiliser* les crédits disponibles de manière à faire le minimum de dépenses de personnel et d'autres frais administratifs.

2. *D'établir* des mécanismes de coordination simples qui fassent intervenir le plus possible les organisations internationales et les organes de coordination existants et qui traitent avec les institutions nationales par l'intermédiaire des autorités compétentes du pays intéressé.

3. *D'examiner* de façon suivie, au fur et à mesure que le programme se développera, la nécessité éventuelle de renforcer les institutions appropriées de la région. Pour cet examen, qui se fera en consultation avec les gouvernements, il conviendra de songer éventuellement à créer des organismes régionaux spécialisés chargés d'accomplir des tâches particulières inscrites au programme, ou de jouer un rôle de coordination, compte tenu des offres faites au cours de la présente réunion, par exemple l'offre de Malte, celle de Monaco, et éventuellement d'autres offres. Ces organismes ne devront être établis que s'il n'existe pas déjà d'organisme régional du même genre, et s'appuieront sur des institutions nationales existantes qui pourraient être renforcées et dotées d'un rôle régional.

4. *D'engager* à bref délai des consultations avec les gouvernements de la région au sujet de la possibilité de créer un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures chargé de faire face à la menace permanente et toujours plus aiguë de déversements accidentels de grandes quantités d'hydrocarbures dans la Méditerranée et de prendre note de ce que Malte a proposé d'accueillir un tel centre.

B

En prenant les dispositions financières pour mettre en œuvre le Plan d'action, le Directeur exécutif du PNUE devrait se tenir dans les limites du cadre budgétaire et institutionnel et se conformer aux méthodes de travail arrêtées par le Conseil d'administration.

La Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée

V

Prie le Directeur exécutif de porter à la connaissance du Conseil d'administration du PNUE, à sa prochaine session, les recommandations adoptées par les Etats riverains de la Méditerranée et de tenir le Conseil et ces Etats au courant des mesures prises par le PNUE, en coopération avec les gouvernements intéressés et les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales compétentes, pour donner suite à ces recommandations ;

VI

Exprime sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple espagnols pour l'hospitalité et l'appui qu'ils lui ont offerts tout au long de la Réunion de Barcelone.

**ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES
DES ÉTATS CÔTIERS DE LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE
SUR LA PROTECTION DE LA MER MÉDITERRANÉE**

1. La Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la Méditerranée a été convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en application d'une recommandation adoptée par la Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée que le Directeur exécutif du Programme avait convoquée à Barcelone du 28 janvier au 4 février 1975. Cette recommandation avait reçu l'approbation du Conseil d'administration du PNUE à sa troisième session.

2. La Conférence s'est tenue au Palacio de Congresos, à Barcelone, sur l'invitation du Gouvernement espagnol, du 2 au 16 février 1976.

3. Les Etats riverains de la Méditerranée qui étaient invités à participer à la Conférence étaient les suivants: Albanie, Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Malte, Maroc, Monaco, République arabe libyenne, République arabe syrienne, Tunisie, Turquie et Yougoslavie.

4. Les Etats riverains de la Méditerranée dont les noms suivent ont accepté l'invitation et ont participé à la Conférence: Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Malte, Maroc, Monaco, République arabe libyenne, République arabe syrienne, Tunisie, Turquie et Yougoslavie.

5. Des observateurs des Etats suivants ont assisté aux travaux de la Conférence: Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

6. Etaient également présents à la Conférence des observateurs des organismes des Nations Unies, institutions spécialisées et organismes intergouvernementaux suivants:

Organisation des Nations Unies

Organisation des Nations Unies: Bureau des affaires interorganisations et de la coordination,

Secrétariat de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer,

Commission économique pour l'Europe,

Commission économique pour l'Asie occidentale,

Programme des Nations Unies pour le développement;

Institutions spécialisées

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime,
Organisation mondiale de la santé;

Organismes intergouvernementaux

Commission des communautés européennes,
Organisation de coopération et de développement économiques,
Ligue des Etats arabes,
Conseil international pour l'exploration scientifique de la Méditerranée.

7. Au cours de la cérémonie d'ouverture, M. Salvador Sanchez Terán, gouverneur de Barcelone, a, au nom du Gouvernement espagnol, prononcé une allocution de bienvenue. La Conférence a été officiellement ouverte par M. Mostafa R. Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui a exercé les fonctions de secrétaire général de la Conférence.

8. La Conférence a élu comme président M. Fernando de Ybarra y Lopez Dóriga, marquis de Arriluce de Ybarra, chef de la délégation espagnole, et comme vice-présidents M. Joseph Najjar, chef de la délégation libanaise et M. Tome Kuzmanovski, chef de la délégation yougoslave.

9. La Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire proposé par le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP/CONF.1/7/Rev.1). L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté était le suivant:

1. Ouverture de la Conférence;
2. Election du président;
3. Adoption du règlement intérieur;
4. Election de deux vice-présidents et des présidents des deux grandes commissions;
5. Adoption de l'ordre du jour;
6. Nomination de la Commission de vérification des pouvoirs;
7. Nomination du Comité de rédaction;
8. Organisation des travaux de la Conférence;
9. Examen du projet de convention pour la protection du milieu marin contre la pollution en Méditerranée;
10. Examen du projet de protocole sur la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs;
11. Examen du projet de protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique;

12. Examen du rapport du Directeur exécutif sur la création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée;
13. Examen du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs;
14. Adoption de la Convention et des Protocoles ainsi que de l'Acte final de la Conférence;
15. Signature de l'Acte final de la Conférence et clôture de la Conférence;
16. Signature de la Convention et des Protocoles.

10. La Conférence a adopté le projet de règlement intérieur proposé par le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP/CONF.1/6 et Corr.1 et 2).

11. Conformément au règlement intérieur, la Conférence a établi les commissions et le comité ci-après:

Bureau

- Président: le président de la Conférence,
Membres: les vice-présidents de la Conférence, les présidents des deux grandes commissions et le président du Comité de rédaction;

Première Commission

- Président: M. Hamed Sultan (Egypte),
Rapporteur: M. Charles Vella (Malte);

Deuxième Commission

- Président: M. Alberto Sciolla-Lagrange (Italie),
Rapporteur: M. M'hamed Malliti (Maroc);

Commission de vérification des pouvoirs

- Président: le président de la Conférence,
Membres: les vice-présidents de la Conférence, les présidents des deux grandes commissions et le président du Comité de rédaction;

Comité de rédaction

- Président: M. Marcel F. Surbiguet (France),
Membres: M. Mohamed Mouldi Marsit (Tunisie), M. Jose A. de Yturriaga (Espagne), M. Demetre Yiannopoulos (Grèce), M. Mehmet Dulger (Turquie).

12. La Conférence a renvoyé les points 9 et 10 de l'ordre du jour à la Première Commission et les points 11 et 12 à la Deuxième Commission, en les priant d'examiner ces points et de faire rapport sur les résultats de leurs délibérations à la séance plénière de la Conférence. La Première Commission a renvoyé à un groupe de travail spécial, pour examen, les annexes du projet de protocole sur la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.

13. Les principaux documents qui ont servi de base aux délibérations de la Conférence étaient les suivants :

Projet de convention pour la protection du milieu marin contre la pollution en Méditerranée (UNEP/CONF.1/3 et Corr.1);

Projet de protocole sur la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (UNEP/CONF.1/4 et Corr.1);

Projet de protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique (UNEP/CONF.1/5 et Corr.1);

Rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée (UNEP/CONF.1/9 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 4), rédigé en collaboration avec l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

14. En outre, la Conférence était saisie de plusieurs autres documents qui lui étaient soumis par le secrétariat du PNUE¹.

15. La Conférence a adopté la recommandation de sa commission de vérification des pouvoirs, qui lui a fait savoir que les pouvoirs des représentants des Etats participants devaient être reconnus comme étant en bonne et due forme.

16. Compte tenu des délibérations des deux grandes commissions, telles qu'elles sont consignées dans leurs rapports², la Conférence a adopté, le 13 février 1976, la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique. La Convention et les deux Protocoles, qui figurent en annexe au présent Acte final, seront ouverts à la signature, par le Gouvernement espagnol, en tant que dépositaire, le 16 février 1976 à Barcelone, puis du 17 février 1976 au 16 février 1977 à Madrid, à la signature des Etats côtiers de la zone de la mer Méditerranée, de la Communauté économique européenne et des groupements économiques régionaux similaires dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exercent des compétences dans des domaines couverts par la présente Convention ainsi que par tout protocole les concernant.

¹ Voir la liste des documents à l'appendice, p. 25.

² UNEP/CONF.1/CRP.15 et Add.1 et 2; UNEP/CONF.1/CRP.16/Rev.1, CRP.16/Rev.1/Add.1 et Corr.1, CRP.16/Rev.1/Add.2.

17. La Conférence a aussi adopté les résolutions dont les titres sont indiqués ci-après et qui sont jointes au présent Acte final:

1. Signature, ratification, acceptation et approbation des instruments juridiques, et adhésion à ces instruments;
2. Dispositions intérimaires;
3. Application de l'article 11 du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs;
4. Création d'un comité d'experts pour l'étude d'un fonds interétatique de garantie pour la zone de la mer Méditerranée;
5. Communication, par les navires et aéronefs, de renseignements sur les accidents causant une pollution;
6. Amélioration future du système de communications maritimes;
7. Création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée;
8. Centres sous-régionaux de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;
9. Réunion intergouvernementale de 1977;
10. Remerciements au Gouvernement espagnol.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Etats côtiers de la région méditerranéenne indiqués ci-après ont signé le présent Acte final:

[...]

FAIT À BARCELONE, le seize février mil neuf cent soixante-seize en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE

1. Signature, ratification, acceptation et approbation des instruments juridiques et adhésion à ces instruments

La Conférence,

Ayant conclu et adopté ce treize février 1976 la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique (ci-après dénommés respectivement « la Convention » et « les Protocoles »),

Désireuse de faire en sorte que la Convention et les Protocoles commencent à produire leurs effets le plus tôt possible,

Tenant compte des dispositions de la Convention et des Protocoles qui régissent la signature, la ratification, l'acceptation et l'approbation desdits instruments, l'adhésion à ces instruments et leur entrée en vigueur,

Tenant compte également des dispositions de la Convention qui ont trait aux fonctions de dépositaire,

Ayant désigné le Gouvernement de l'Espagne comme dépositaire de la Convention et des Protocoles,

1. *Invite* le Gouvernement de l'Espagne à ouvrir la Convention et les Protocoles à la signature, à Barcelone le 16 février 1976 et à Madrid du 17 février 1976 au 16 février 1977, de tous ceux qui sont habilités à signer ces instruments en vertu des dispositions desdits instruments relatives à la signature;

2. *Prie* le Gouvernement de l'Espagne de s'acquitter de toutes les fonctions de dépositaire en application des dispositions pertinentes de l'article 29 de la Convention;

3. *Invite instamment* toutes les parties qui sont habilitées à signer la Convention et les Protocoles à le faire aussitôt que possible, et à accomplir, dès que cela leur sera possible, les procédures constitutionnelles prévues par leurs dispositions statutaires ou législatives respectives en ce qui concerne la ratification, l'acceptation et l'approbation de la Convention, et à remettre les instruments de ratification, d'acceptation et d'approbation au dépositaire;

4. *Invite* toutes les parties habilitées à adhérer à la Convention et aux Protocoles à le faire le plus tôt possible après la période spécifiée dans l'article 26 de la Convention.

2. Dispositions intérimaires

La Conférence,

Tenant compte du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et son Conseil général des pêches pour la Méditerranée dans les premières étapes de l'élaboration d'instruments juridiques pour la protection du milieu marin de la Méditerranée contre la pollution, et de l'importante contribution que la FAO, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et le Gouvernement espagnol ont apportée à la préparation de ces instruments,

Tenant compte du travail réalisé par l'Organisation mondiale de la santé en vue d'élaborer un projet de protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique,

Considérant que la Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée, tenue à Barcelone du 28 janvier au 4 février 1975, a recommandé de réunir des groupes de travail d'experts gouvernementaux chargés d'élaborer d'autres protocoles,

1. *Note avec satisfaction* que le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement s'est déclaré disposé à assurer les fonctions de secrétariat relatives à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et au Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, et à fournir les moyens nécessaires à cet effet;

2. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE, en collaboration avec les organisations internationales intéressées, de poursuivre les travaux préparatoires concernant un projet de protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique;

3. *Demande également* au Directeur exécutif, en attendant l'entrée en vigueur de la Convention et des Protocoles, de prendre les dispositions intérimaires nécessaires pour atteindre les objectifs de la Convention et de continuer à réunir des groupes de travail d'experts gouvernementaux chargés d'élaborer d'autres protocoles, en collaboration avec les organisations internationales intéressées, comme il est recommandé dans le Plan d'action approuvé à la première Réunion intergouvernementale tenue à Barcelone, en 1975.

3. Application de l'article 11 du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs

La Conférence,

Ayant adopté le texte du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, qui prévoit à l'article 11 que chaque Partie applique les mesures requises pour la mise en œuvre dudit protocole aux navires et aéronefs enregistrés sur son territoire et aux navires et aéronefs qui prennent des chargements sur son territoire,

Reconnaissant qu'il importe que l'article 11 soit universellement appliqué et observé par tous les navires et aéronefs,

1. *Invite* les Parties audit protocole à s'efforcer d'obtenir des autres Etats qu'ils prennent les mesures voulues pour que les navires qui battent leur pavillon et les aéronefs immatriculés dans leur pays appliquent les articles 4, 5 et 6 du Protocole;

2. *Invite* l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime à persuader les autres Etats d'agir en conformité avec les dispositions dudit protocole.

4. Création d'un comité d'experts pour l'étude d'un fonds interétatique de garantie pour la zone de la mer Méditerranée *

La Conférence,

Consciente de la gravité des menaces que font peser les différentes formes de pollution sur l'environnement de la Méditerranée,

Reconnaissant que la Conférence de Barcelone et les instruments juridiques issus de cette conférence sont un premier pas vers la sauvegarde et la protection de cette mer,

Persuadée que la question relative à la responsabilité et à la réparation des dommages, objet de l'article 12 de la présente convention, est fondamentale et qu'elle requiert, par conséquent, des « mesures appropriées ».

Convaincue de l'urgente nécessité de protéger les Etats riverains contre tout dommage dû à la pollution, qu'elle soit d'origine accidentelle ou autre,

Prie l'Organisation, telle que définie au paragraphe *b* de l'article 2 de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, dès l'entrée en vigueur de cette dernière et lors de la première réunion des Parties contractantes, de :

* Une délégation a exprimé les réserves de son gouvernement à propos de cette résolution.

a) Proposer la mise à l'étude d'un fonds interétatique de garantie pour la zone de la mer Méditerranée et confier cette étude à un comité d'experts des Parties contractantes à la Convention;

b) Demander audit comité d'experts de faire rapport aux Parties contractantes sur les implications qu'entraînerait la création de ce fonds aux fins de procéder, ultérieurement, à l'élaboration éventuelle d'instruments juridiques appropriés.

5. Communication, par les navires et aéronefs, de renseignements sur les accidents causant une pollution par les hydrocarbures

La Conférence,

Ayant adopté le texte du Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique qui prévoit, à l'article 8, que chaque partie doit inviter les capitaines des navires battant son pavillon et les pilotes d'aéronefs immatriculés dans son pays à signaler les accidents causés par des substances nuisibles,

Prenant note de l'article 8 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et du Protocole I à cette convention, qui concernent les déclarations d'accidents causés par les substances nuisibles,

Reconnaissant qu'il importe que les dispositions de l'article 8 du premier Protocole mentionnées ci-dessus soient également appliquées par les navires battant le pavillon d'Etats non parties au Protocole et par les aéronefs immatriculés dans ces Etats,

1. *Prie* les parties audit protocole d'obtenir des autres Etats qu'ils prennent les mesures voulues pour que les navires qui battent leur pavillon et les aéronefs immatriculés dans leur pays appliquent l'article 8 du Protocole;

2. *Prie en outre* les Etats parties au Protocole d'encourager les frêteurs de leur nationalité à insérer dans leurs chartes-parties une clause stipulant que les navires en question, quand ils navigueront dans la zone de la mer Méditerranée, devront observer la même disposition qu'un navire battant le pavillon d'une Partie;

3. *Invite* l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime à aider à faire appliquer les mesures mentionnées ci-dessus.

6. Amélioration future du système de communications maritimes

La Conférence,

Considérant que l'efficacité des communications, dans le domaine maritime, est un facteur de la plus haute importance pour la prévention de

la pollution par les hydrocarbures et autres substances nocives et pour la lutte contre cette pollution dans la zone de la mer Méditerranée,

Consciente des progrès techniques susceptibles d'améliorer considérablement à l'avenir les systèmes actuels de communications,

Recommande aux Etats côtiers de la zone de la Méditerranée d'encourager, le moment venu, l'adoption et la mise en œuvre de tout système de communications maritimes qui, associant les possibilités de localisation et de communications, permettrait d'améliorer la prévention des accidents, de réduire ainsi les risques de pollution et de renforcer l'efficacité de la lutte contre la pollution dans la zone de la mer Méditerranée.

7. Création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée

La Conférence,

Consciente de la menace permanente et toujours plus aiguë que fait peser sur l'environnement de la Méditerranée la pollution massive par les hydrocarbures, d'origine accidentelle ou résultant d'un effet cumulatif,

Constatant qu'il n'existe pas de plans régionaux d'intervention prévoyant une action coordonnée en vue de prévenir et d'atténuer les déversements accidentels d'hydrocarbures et de lutter contre ces déversements, en particulier dans les cas critiques,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de développer et de renforcer la capacité d'action des Etats riverains de la Méditerranée et de faciliter la coopération entre ces Etats afin de réagir efficacement en cas de pollution massive,

Notant que le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique prévoit la création d'un centre régional pour la Méditerranée, qui serait chargé de l'exécution de certaines des fonctions envisagées dans ce protocole,

Notant également l'accord réalisé, à la Consultation d'experts des Etats méditerranéens convoquée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à Malte en septembre 1975, sur l'opportunité d'établir un centre régional et sur les objectifs et les fonctions de ce centre,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, rédigé en collaboration avec l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, sur la création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée¹, où il est indiqué en particulier que le Programme des Nations Unies pour l'environnement est disposé à prêter son concours pour créer sans tarder un centre de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

¹ UNEP/CONF.1/9 et Corr.1 et 2; UNEP/CONF.1/Add.1 à 4.

Prenant en considération les observations et les remarques faites par diverses délégations au cours de la discussion du rapport susmentionné,

1. *Décide* d'accepter l'offre du Gouvernement de la République de Malte d'accueillir un centre régional.

2. *Prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'aider à créer sans tarder, à Malte, un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures qui aurait les objectifs et les fonctions indiqués dans l'annexe à la présente résolution, après avoir consulté le Gouvernement maltais et en collaboration avec l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

3. *Prend note avec satisfaction* de l'intention du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de confier à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime les fonctions et les responsabilités d'organisme coopérant chargé de la création et du fonctionnement du centre régional en question, étant entendu que l'exercice de ces fonctions et responsabilités par l'OMCI ne devrait pas alourdir son budget.

4. *Prie en conséquence* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de présenter, compte tenu des observations formulées à la Conférence de plénipotentiaires, un rapport sur la création du centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures au Conseil d'administration du PNUE à sa quatrième session, et de demander au Conseil l'autorisation de prélever, selon que de besoin, des crédits sur le Fonds du PNUE pour régler les dépenses relatives à la création et au fonctionnement du centre pendant la période initiale. Cette autorisation pourrait être demandée en partant de l'hypothèse que les dépenses de fonctionnement du centre seront progressivement couvertes par des contributions volontaires multilatérales ou individuelles de gouvernements de la région méditerranéenne, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales. Le financement du centre devra être examiné lors des réunions des Parties contractantes à la Convention et au protocole approprié, quand ces instructions seront entrées en vigueur.

5. *Prie en outre* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de rendre compte aux Etats côtiers de la région méditerranéenne, à la prochaine réunion intergouvernementale de ces Etats et par la suite chaque année, des travaux et des activités du centre.

ANNEXE

Objectifs et fonctions d'un centre régional de lutte contre la pollution de la Méditerranée par les hydrocarbures

I. — OBJECTIFS

1. Renforcer la capacité d'action des Etats côtiers de la région méditerranéenne et faciliter la coopération entre ces Etats pour combattre la pollution massive par les hydrocarbures, notamment en cas d'urgence quand le danger pour l'environnement marin est grave et imminent.

2. Aider les Etats côtiers de la région méditerranéenne qui le demandent à se créer une capacité d'action pour combattre la pollution par les hydrocarbures, et faciliter l'échange d'informations, la coopération technique et la formation.

3. Un objectif ultérieur — la possibilité d'entreprendre des opérations pour lutter à l'échelon régional contre la pollution par les hydrocarbures et éventuellement par d'autres substances nuisibles — est envisageable. Cette possibilité devrait être soumise à l'agrément des gouvernements après qu'auraient été évalués les résultats de l'action menée pour atteindre les deux objectifs précédents, et compte tenu des ressources financières qui pourraient être dégagées à cette fin.

II. — FONCTIONS

A. — Recueillir et diffuser des informations relatives :

- i) A l'inventaire des experts et du matériel dont dispose chaque Etat côtier pour lutter contre la pollution accidentelle massive par les hydrocarbures ;
- ii) Aux plans, méthodes et techniques de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en vue d'aider autant qu'il le faut les pays de la région à préparer leurs plans nationaux d'interventions ;
- iii) Aux secteurs de la Méditerranée particulièrement vulnérables à la pollution par les hydrocarbures et, dans ces secteurs, aux caractéristiques des méthodes utilisables au moindre risque pour l'environnement de ces secteurs.

B. — Préparer et tenir à jour, à la lumière des informations recueillies, des plans d'urgence susceptibles d'être appliqués :

- i) En cas de pollution massive par les hydrocarbures quand il n'existe pas d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre Etats côtiers ;
- ii) Dans les secteurs de la Méditerranée, restant à délimiter, où le risque de pollution accidentelle massive par les hydrocarbures est grand et où la capacité de réagir en cas d'urgence dans les meilleurs délais contre cette pollution n'existe pas pour le moment.

C. — Créer et maintenir un système de communications et d'information suffisant pour répondre aux besoins des Etats desservis par le centre.

D. — Elaborer et susciter des programmes de coopération et de formation techniques pour la lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

E. — Aider au renforcement du Système international de référence (SIR) du PNUE en augmentant la capacité du centre à servir de point central sectoriel équipé pour collecter des données sur les sources d'information existantes en matière de pollution par les hydro-

carbures, notamment sur les moyens de lutter contre les déversements massifs d'hydrocarbures, et pour diffuser ces données.

F. — Nouer et entretenir d'étroites relations de travail avec d'autres centres méditerranéens d'action régionale, avec les organismes régionaux spécialisés jouant un rôle de coordination comme il est prévu dans le Plan d'action de Barcelone^a, en particulier avec les institutions scientifiques de la région.

G. — Coopérer à toutes les activités visant à prévenir ou à réduire la pollution de la Méditerranée causée par des déversements d'hydrocarbures.

^a UNEP/WG.2/5, annexe.

8. Centres sous-régionaux de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

La Conférence,

Prenant note des paragraphes pertinents du rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Méditerranée¹,

Prenant note également des offres faites par certains Etats qui ont proposé d'accueillir des centres sous-régionaux de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

1. *Prie* le Directeur exécutif de consulter les Etats côtiers de la région méditerranéenne au sujet des objectifs et des fonctions que devraient avoir ces centres sous-régionaux et des relations qui devraient exister entre ces centres et le centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;

2. *Prie en outre* le Directeur exécutif de soumettre ses conclusions à la réunion intergouvernementale appropriée des Etats côtiers de la région méditerranéenne.

9. Réunion intergouvernementale de 1977

La Conférence,

Considérant que le Plan d'action approuvé à la Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée, tenue à Barcelone du 28 février au 4 mars 1975², a constitué une base utile pour les délibérations qui ont conduit à la conclusion de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion

¹ UNEP/CONF.1/9 et Corr.1 et 2; UNEP/CONF.1/9/Add.1 à 4; UNEP/CONF.1/INF.8.

² UNEP/WG.2/5, annexe.

effectuées par les navires et aéronefs, et du Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, adoptés à Barcelone, le 13 février 1976,

Considérant que le Plan d'action approuvé par ladite réunion intergouvernementale contient d'autres recommandations concernant les activités à entreprendre au cours des années à venir et que le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement a été chargé d'un certain nombre de tâches à exécuter en coopération ou en consultation, selon qu'il conviendra, avec les gouvernements des Etats côtiers de la zone de la mer Méditerranée et avec les organisations internationales et les organisations régionales intergouvernementales intéressées,

Considérant qu'il est souhaitable de prendre des dispositions pour examiner, ultérieurement, la façon dont le Plan d'action sera mis à exécution,

Désireuse de renforcer les efforts des gouvernements du PNUE, des organismes internationaux et organismes intergouvernementaux régionaux qui s'attachent à protéger l'environnement de la zone de la mer Méditerranée et à améliorer l'environnement tout en favorisant le développement de cette zone conformément à des principes rationnels de gestion de l'environnement,

1. *Recommande* que le Directeur exécutif du PNUE convoque en 1977 une réunion intergouvernementale à l'occasion de laquelle il informerait les gouvernements des Etats côtiers de la zone de la mer Méditerranée des mesures prises et des résultats obtenus en application de toutes les recommandations énoncées dans le Plan d'action pour la protection de la Méditerranée approuvé à Barcelone le 4 février 1975;

2. *Prie* ces gouvernements de tenir le Directeur exécutif informé des mesures qu'ils prennent pour aider à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre des recommandations contenus dans le Plan d'action;

3. *Accepte* avec gratitude l'invitation du Gouvernement de Monaco, qui a proposé que la Réunion intergouvernementale de 1977 ait lieu à Monte-Carlo.

10. Remerciements au Gouvernement espagnol

La Conférence,

S'étant réunie à Barcelone du 2 au 16 février 1976 sur l'aimable invitation du Gouvernement espagnol,

Convaincue que les efforts déployés par le Gouvernement espagnol et les autorités municipales de Barcelone pour fournir des installations, des locaux et autres moyens matériels, ont grandement contribué au bon déroulement de ses travaux,

Très sensible à la courtoisie et à l'hospitalité dont le Gouvernement espagnol et la ville de Barcelone ont fait preuve à l'égard des membres des délégations, des observateurs et des fonctionnaires du secrétariat qui ont assisté à la Conférence,

Exprime sa sincère gratitude au Gouvernement espagnol, aux autorités de Barcelone et, par leur intermédiaire, au peuple espagnol et à la population de Barcelone pour l'accueil cordial qu'ils ont réservé à la Conférence et aux personnes qui ont participé à ses travaux et pour leur contribution au succès de la Conférence.

APPENDICE

Liste des documents soumis à la Conférence

| | |
|-------------------------|--|
| UNEP/CONF.1/1 | Note de préparation |
| UNEP/CONF.1/2 | Groupe de travail chargé d'examiner les projets d'instruments juridiques pour la protection de la Méditerranée, Genève, 7-11 avril 1975 : rapport sur la réunion |
| UNEP/CONF.1/8 et Corr.1 | Ordre du jour annoté |
| UNEP/CONF.1/INF.1 | Liste des documents |
| UNEP/CONF.1/INF.2 | Liste des participants |
| UNEP/CONF.1/INF.3 | Rapport intérimaire du Directeur exécutif sur l'application du Plan d'action pour la Méditerranée |
| UNEP/CONF.1/INF.4 | Note du Directeur exécutif (Réunion d'experts chargés de conseiller le Directeur exécutif sur la préparation de la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne, Genève, 7-9 janvier 1975) |
| UNEP/CONF.1/INF.5 | Note du Directeur exécutif (Rapport de la Consultation intergouvernementale d'experts sur la création d'un centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, Malte, 15-18 septembre 1975) |
| UNEP/CONF.1/INF.6 | Note du Directeur exécutif (Conventions internationales en vigueur ou envisagées pour combattre la pollution des mers, et intérêt de ces conventions pour la Méditerranée, FAO, Bureau juridique, document de référence n° 8, 1975) |
| UNEP/CONF.1/INF.7 | Note du Directeur exécutif (Tableau comparatif de textes relatifs au projet de convention pour la protection du milieu marin contre la pollution en Méditerranée, FAO, Bureau juridique, document de référence n° 9, 1975) |
| UNEP/CONF.1/INF.8 | Renseignements concernant les centres sous-régionaux qui pourraient être créés |

**CONVENTION POUR LA PROTECTION
DE LA MER MÉDITERRANÉE
CONTRE LA POLLUTION**

Les Parties contractantes,

Conscientes de la valeur économique, sociale et culturelle du milieu marin de la zone de la mer Méditerranée et de son importance pour la santé,

Pleinement conscientes qu'il leur incombe de préserver ce patrimoine commun dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Reconnaissant que la pollution fait peser une menace sur le milieu marin, son équilibre écologique, ses ressources et ses utilisations légitimes,

Tenant compte des caractéristiques hydrographiques et écologiques spéciales de la zone de la mer Méditerranée et de sa vulnérabilité particulière à la pollution,

Notant que, malgré les progrès réalisés, les conventions internationales existant en la matière ne s'appliquent pas à tous les aspects et à toutes les sources de la pollution du milieu marin et ne répondent pas entièrement aux besoins spéciaux de la zone de la mer Méditerranée,

Appréciant pleinement la nécessité d'une coopération étroite entre les Etats et les organisations internationales concernées, dans le cadre d'un vaste ensemble de mesures concertées à l'échelon régional, pour protéger et améliorer le milieu marin de la zone de la mer Méditerranée,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE

1. Aux fins de la présente Convention, la zone de la mer Méditerranée désigne les eaux maritimes de la Méditerranée proprement dite et des golfes et mers qu'elle comprend, la limite occidentale étant le méridien qui passe par le phare du cap Spartel, à l'entrée du détroit de Gibraltar, et la limite orientale étant constituée par la limite méridionale du détroit des Dardanelles, entre les phares de Mehemetcik et de Kumkale.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles relatifs à la présente Convention, la zone de la mer Méditerranée ne comprend pas les eaux intérieures des Parties contractantes.

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

a) On entend par « pollution » l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, lorsqu'elle a des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques, risques pour la santé de l'homme, entraves aux activités maritimes y compris la pêche, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation, et dégradation des valeurs d'agrément;

b) On entend par « Organisation » l'organisme chargé d'assurer les fonctions de secrétariat en vertu de l'article 13 de la présente Convention.

Article 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les Parties contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris des accords régionaux ou sous-régionaux, pour la protection du milieu marin de la zone de la mer Méditerranée contre la pollution, sous réserve que de tels accords soient compatibles avec la présente Convention et conformes au droit international. Copie de ces accords sera communiquée à l'Organisation.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne peut porter atteinte à la codification et à l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni aux revendications ou positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat riverain et de l'Etat du pavillon.

Article 4

ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

1. Les Parties contractantes prennent individuellement ou conjointement toutes mesures appropriées conformes aux dispositions de la présente Convention et des protocoles en vigueur auxquels elles sont parties pour prévenir, réduire et combattre la pollution dans la zone de la mer Méditerranée et pour protéger et améliorer le milieu marin dans cette zone.

2. Les Parties contractantes coopèrent en vue d'élaborer et d'adopter, en plus des protocoles ouverts à la signature en même temps que la présente Convention, des protocoles additionnels prescrivant des mesures, des procédures et des normes convenues en vue d'assurer l'application de la Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent en outre à promouvoir, dans le cadre des organismes internationaux qu'elles considèrent comme qualifiés, des mesures concernant la protection du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée contre tous les types et sources de pollution.

Article 5

POLLUTION DUE AUX OPÉRATIONS D'IMMERSION EFFECTUÉES PAR LES NAVIRES ET AÉRONEFS

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir et réduire la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs.

Article 6

POLLUTION PAR LES NAVIRES

Les Parties contractantes prennent toutes mesures conformes au droit international pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée causée par les rejets des navires et pour assurer la mise en œuvre effective, dans cette zone, des règles généralement admises sur le plan international relatives à la lutte contre ce type de pollution.

Article 7

POLLUTION RÉSULTANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DU PLATEAU CONTINENTAL, DU FOND DE LA MER ET DE SON SOUS-SOL

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

Article 8

POLLUTION D'ORIGINE TELLURIQUE

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, les établissements côtiers ou les émissaires, ou émanant de toute autre source située sur leur territoire.

Article 9

COOPÉRATION EN CAS DE POLLUTION RÉSULTANT D'UNE SITUATION CRITIQUE

1. Les Parties contractantes coopèrent pour prendre les dispositions nécessaires en cas de situation critique génératrice de pollution dans la zone de la mer Méditerranée, quelles que soient les causes de cette situation critique, et pour réduire ou éliminer les dommages qui en résultent.

2. Toute Partie contractante ayant connaissance d'une situation critique génératrice de pollution dans la zone de la mer Méditerranée informe sans délai l'Organisation ainsi que, par l'intermédiaire de l'Organisation ou directement, toute Partie contractante qui pourrait être affectée par une telle situation critique.

Article 10

SURVEILLANCE CONTINUE DE LA POLLUTION

1. Les Parties contractantes s'efforcent d'instaurer, en étroite coopération avec les organismes internationaux qu'elles considèrent comme qualifiés, des programmes complémentaires ou communs de surveillance continue de la pollution dans la zone de la mer Méditerranée, y compris, le cas échéant, des programmes bilatéraux ou multilatéraux, et s'efforcent d'instituer dans cette zone un système de surveillance continue de la pollution.

2. A cette fin, les Parties contractantes désignent les autorités chargées d'assurer la surveillance continue de la pollution dans les zones relevant de leur juridiction nationale et participent, autant que faire se peut, à des arrangements internationaux pour la surveillance continue de la pollution dans les zones au-delà des limites de leur juridiction nationale.

3. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer, adopter et mettre en œuvre les annexes à la présente Convention qui peuvent être requises pour prescrire des procédures et des normes communes en vue de la surveillance continue de la pollution.

Article 11

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

1. Les Parties contractantes s'engagent, dans la mesure du possible, à coopérer directement ou, s'il y a lieu, par l'entremise d'organisations régionales ou autres organisations internationales qualifiées dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi qu'à échanger des données et autres renseignements d'ordre scientifique, aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Convention.

2. Les Parties contractantes s'engagent, dans la mesure du possible, à promouvoir et à coordonner leurs programmes nationaux de recherche concernant tous les types de pollution du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée et à coopérer pour instaurer et mettre en œuvre des programmes régionaux et autres programmes internationaux de recherche aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour fournir une assistance technique et d'autres formes possibles d'assistance dans les domaines en rapport avec la pollution du milieu marin, en accordant la priorité aux besoins spéciaux des pays en voie de développement de la région méditerranéenne.

Article 12

RESPONSABILITÉ ET RÉPARATION DES DOMMAGES

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer aussitôt que possible pour élaborer et adopter des procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin en violation des dispositions de la présente Convention et des protocoles applicables.

Article 13

ARRANGEMENTS DE CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

Les Parties contractantes désignent le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assurer les fonctions de secrétariat ci-après:

- i) Convoquer et préparer les réunions des Parties contractantes et les conférences prévues aux articles 14, 15 et 16;
- ii) Communiquer aux Parties contractantes les notifications, rapports et autres renseignements reçus en conformité des articles 3, 9 et 20;

- iii) Examiner les demandes de renseignements et les informations émanant des Parties contractantes et consulter lesdites parties sur les questions relatives à la présente Convention, à ses protocoles et à ses annexes;
- iv) Accomplir les fonctions qui lui sont confiées en vertu des protocoles à la présente Convention;
- v) Accomplir toutes autres fonctions qui lui sont confiées, le cas échéant, par les Parties contractantes;
- vi) Assurer la coordination nécessaire avec d'autres organismes internationaux que les Parties contractantes considèrent comme qualifiés, et prendre notamment les dispositions administratives requises, le cas échéant, pour s'acquitter efficacement des fonctions de secrétariat.

Article 14

RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES

1. Les Parties contractantes tiennent une réunion ordinaire tous les deux ans et, chaque fois qu'elles le jugent nécessaire, des réunions extraordinaires à la demande de l'Organisation ou à la demande d'une Partie contractante, à condition que ces demandes soient appuyées par au moins deux Parties contractantes.

2. Les réunions des Parties contractantes ont pour objet de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles et, en particulier :

- i) De procéder à un examen général des inventaires établis par les Parties contractantes et par les organismes internationaux qualifiés sur l'état de la pollution marine et sur ses effets dans la zone de la mer Méditerranée;
- ii) D'étudier les rapports soumis par les Parties contractantes conformément à l'article 20;
- iii) D'adopter, de réviser et d'amender, le cas échéant, conformément à la procédure établie à l'article 17, les annexes à la présente Convention et aux protocoles;
- iv) De faire des recommandations concernant l'adoption de protocoles additionnels ou d'amendements à la présente Convention ou aux protocoles, conformément aux dispositions des articles 15 et 16;
- v) De constituer, le cas échéant, des groupes de travail chargés d'examiner toute question en rapport avec la présente Convention et les protocoles et annexes;
- vi) D'étudier et de mettre en œuvre toute mesure supplémentaire requise, le cas échéant, pour la réalisation des objectifs de la présente Convention et des protocoles.

Article 15

ADOPTION DE PROTOCOLES ADDITIONNELS

1. Les Parties contractantes, au cours d'une conférence diplomatique, peuvent adopter des protocoles additionnels à la présente Convention, conformément au paragraphe 2 de l'article 4.

2. Une conférence diplomatique en vue de l'adoption de protocoles additionnels est convoquée par l'Organisation si les deux tiers des Parties contractantes en font la demande.

3. En attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'Organisation peut, après avoir consulté les signataires de la présente Convention, convoquer une conférence diplomatique en vue de l'adoption de protocoles additionnels.

Article 16

AMENDEMENTS À LA CONVENTION ET AUX PROTOCOLES

1. Toute Partie contractante à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements sont adoptés au cours d'une conférence diplomatique convoquée par l'Organisation à la demande des deux tiers des Parties contractantes.

2. Toute Partie contractante à la présente Convention peut proposer des amendements à l'un quelconque des protocoles. Les amendements sont adoptés au cours d'une conférence diplomatique convoquée par l'Organisation à la demande des deux tiers des Parties contractantes au protocole concerné.

3. Les amendements à la présente Convention sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes à la Convention représentées à la Conférence diplomatique, et soumis par le Dépositaire à l'acceptation de toutes les Parties contractantes à la Convention. Les amendements à tout protocole sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes audit protocole représentées à la Conférence diplomatique, et soumis par le Dépositaire à l'acceptation de toutes les Parties contractantes audit protocole.

4. L'acceptation des amendements est notifiée par écrit au Dépositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 du présent article entreront en vigueur, entre les Parties contractantes les ayant acceptés, le trentième jour après que le Dépositaire aura reçu notification de leur acceptation par les trois quarts au moins des Parties contractantes à la présente Convention ou au protocole concerné, selon le cas.

5. Après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention ou à un protocole, toute nouvelle Partie contractante à la présente Convention ou audit protocole devient Partie contractante à l'instrument tel qu'amendé.

Article 17

ANNEXES ET AMENDEMENTS AUX ANNEXES

1. Les annexes à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles font partie intégrale de la Convention ou du protocole, selon le cas.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles, la procédure suivante s'applique à l'adoption et à l'entrée en vigueur de tout amendement aux annexes de la présente Convention ou de l'un quelconque des protocoles, exception faite des amendements à l'annexe concernant l'arbitrage :

- i) Toute Partie contractante peut proposer des amendements aux annexes de la présente Convention ou des protocoles lors des réunions prévues à l'article 14;
- ii) Les amendements sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes à l'instrument dont il s'agit;
- iii) Le Dépositaire communique sans délai à toutes les Parties contractantes les amendements ainsi adoptés;
- iv) Toute Partie contractante qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes de la présente Convention ou de l'un quelconque des protocoles en donne par écrit notification au Dépositaire avant l'expiration d'une période déterminée par les Parties contractantes concernées lors de l'adoption de l'amendement;
- v) Le Dépositaire informe sans délai toutes les Parties contractantes de toute notification reçue conformément au sous-paragraphe précédent;
- vi) A l'expiration de la période indiquée au sous-paragraphe iv ci-dessus, l'amendement à l'annexe prend effet pour toutes les Parties contractantes à la présente Convention ou au protocole concerné qui qui n'ont pas soumis de notification en conformité des dispositions dudit sous-paragraphe.

3. L'adoption et l'entrée en vigueur d'une nouvelle annexe à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles sont soumises aux mêmes procédures que l'adoption et l'entrée en vigueur d'un amendement à une annexe conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article; toutefois, si cela implique un amendement à la Convention ou au protocole dont il s'agit, la nouvelle annexe n'entre en vigueur qu'après amendement de la Convention ou du protocole.

4. Les amendements à l'annexe concernant l'arbitrage sont considérés comme des amendements à la présente Convention et ils sont proposés et adoptés conformément à la procédure indiquée à l'article 16 ci-dessus.

Article 18

RÈGLEMENT INTÉRIEUR ET RÈGLES FINANCIÈRES

1. Les Parties contractantes adoptent un règlement intérieur pour les réunions et conférences visées aux articles 14, 15 et 16 ci-dessus.

2. Les Parties contractantes adoptent des règles financières, préparées en consultation avec l'Organisation, pour déterminer notamment leur participation financière.

Article 19

EXERCICE PARTICULIER DU DROIT DE VOIE

Dans les domaines relevant de leurs compétences, la Communauté économique européenne et tout groupement économique régional visé à l'article 24 exercent leur droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention et à un ou plusieurs protocoles, la Communauté économique européenne et tout groupement mentionné ci-dessus n'exercent pas leur droit de vote dans le cas où les Etats membres concernés exercent le leur et réciproquement.

Article 20

RAPPORTS

Les Parties contractantes adressent à l'Organisation des rapports sur les mesures adoptées en application de la présente Convention et des protocoles auxquels elles sont parties, la forme et la fréquence de ces rapports étant déterminées lors des réunions des Parties contractantes.

Article 21

CONTRÔLE DE L'APPLICATION

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer des procédures leur permettant de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles.

Article 22

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Si un différend surgit entre des Parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou des protocoles, ces parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les parties concernées ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, le différend est d'un commun accord soumis à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe A à la présente Convention.

3. Toutefois, les Parties contractantes peuvent à n'importe quel moment déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de toute autre Partie acceptant la même obligation l'application de la procédure d'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe A. Une telle déclaration est notifiée par écrit au Dépositaire qui en donne communication aux autres Parties.

Article 23

RELATION ENTRE LA CONVENTION ET LES PROTOCOLES

1. Nul ne peut devenir Partie contractante à la présente Convention s'il ne devient en même temps partie à l'un au moins des protocoles. Nul ne peut devenir partie contractante à l'un quelconque des protocoles s'il n'est pas, ou ne devient pas en même temps, Partie contractante à la présente Convention.

2. Tout protocole à la présente Convention n'engage que les parties contractantes à ce protocole.

3. Seules les parties contractantes à un protocole peuvent prendre les décisions relatives audit protocole pour l'application des articles 14, 16 et 17 de la présente Convention.

Article 24

SIGNATURE

La présente Convention, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matière

de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique seront ouverts à Barcelone le 16 février 1976 et à Madrid du 17 février 1976 au 16 février 1977 à la signature des Etats invités en tant que participants à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée, tenue à Barcelone du 2 au 16 février 1976, et de tout Etat habilité à signer l'un quelconque des protocoles, conformément aux dispositions de ce protocole. Ils seront également ouverts, jusqu'à la même date, à la signature de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exerce des compétences dans des domaines couverts par la présente Convention ainsi que par tout protocole les concernant.

Article 25

RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

La présente Convention et tout protocole y relatif seront soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de dépositaire.

Article 26

ADHÉSION

1. A partir du 17 février 1977, la présente Convention, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique seront ouverts à l'adhésion des Etats visés à l'article 24, de la Communauté économique européenne et de tout groupement visé audit article.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention et de tout protocole y relatif, tout Etat non visé à l'article 24 pourra adhérer à la présente Convention et à tout protocole, sous réserve d'approbation préalable par les trois quarts des parties contractantes au protocole concerné.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

Article 27

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entrera en vigueur à la même date que le premier des protocoles à entrer en vigueur.

2. La Convention entrera également en vigueur à l'égard des Etats, de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional, visés à l'article 24, qui auront accompli les formalités requises pour devenir parties contractantes à tout autre protocole qui ne serait pas encore entré en vigueur.

3. Tout protocole à la présente Convention, sauf disposition contraire de ce protocole, entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ce protocole ou d'adhésion à celui-ci par les parties visées à l'article 24.

4. Par la suite, la présente Convention et tout protocole entreront en vigueur à l'égard de tout Etat, de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional, visés à l'article 24, le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 28

DÉNONCIATION

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur, toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention en donnant par écrit une notification à cet effet.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles à la présente Convention, toute Partie contractante pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de ce protocole, dénoncer le protocole en donnant par écrit une notification à cet effet.

3. La dénonciation prendra effet 90 jours après la date à laquelle elle aura été reçue par le dépositaire.

4. Toute Partie contractante qui dénonce la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé tout protocole auquel elle était partie.

5. Toute Partie contractante qui, à la suite de sa dénonciation d'un protocole, n'est plus partie à aucun des protocoles à la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé la présente Convention.

FONCTIONS DU DÉPOSITAIRE

1. Le Dépositaire notifie aux Parties contractantes, à toute autre partie visée à l'article 24, ainsi qu'à l'Organisation :

- i) La signature de la présente Convention et de tout protocole y relatif et le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, effectués conformément aux dispositions des articles 24, 25 et 26;
- ii) La date à laquelle la Convention et tout protocole entreront en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27;
- iii) Les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article 28;
- iv) Les amendements adoptés en ce qui concerne la Convention et tout protocole, leur acceptation par les Parties contractantes et la date d'entrée en vigueur de ces amendements conformément aux dispositions de l'article 16;
- v) L'adoption de nouvelles annexes et les amendements à toute annexe conformément aux dispositions de l'article 17;
- vi) Les déclarations d'acceptation de l'application obligatoire de la procédure d'arbitrage conformément au paragraphe 3 de l'article 22.

2. L'original de la présente Convention et de tout protocole y relatif sera déposé auprès du Dépositaire, le Gouvernement de l'Espagne, qui en adressera des copies certifiées conformes aux Parties contractantes et à l'Organisation, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour enregistrement et publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT À BARCELONE, le seize février mil neuf cent soixante-seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE A

Arbitrage

Article premier

A moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente annexe.

Article 2

1. Sur requête adressée par une Partie contractante à une autre Partie contractante en application des paragraphes 2 ou 3 de l'article 22 de la Convention, il est constitué un tribunal arbitral. La requête d'arbitrage indique l'objet de la requête, y compris, notamment, les articles de la Convention ou des protocoles dont l'interprétation ou l'application font l'objet de litige.

2. La partie requérante informe l'Organisation du fait qu'elle a demandé la constitution d'un tribunal arbitral, du nom de l'autre partie au différend ainsi que des articles de la Convention ou des protocoles dont l'interprétation ou l'application font à son avis l'objet du litige. L'Organisation communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties contractantes à la Convention.

Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres; chacune des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général des Nations Unies procède, à la requête de la partie la plus diligente, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le Secrétaire général des Nations Unies qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général des Nations Unies qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

1. Le tribunal arbitral décide selon les règles du droit international et, en particulier, de la présente Convention et des protocoles concernés.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Si deux ou plusieurs tribunaux arbitraux constitués aux termes de la présente annexe se trouvent saisis de requêtes ayant des objets identiques ou analogues, ils peuvent s'informer des procédures relatives à l'établissement des faits et en tenir compte dans la mesure du possible.

4. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la conduite efficace de la procédure.

5. L'absence ou le défaut d'une partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 7

1. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les parties au différend.

2. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par la partie la plus diligente au tribunal arbitral qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

Article 8

La Communauté économique européenne et tout groupement économique visé à l'article 24 de la Convention, comme toute autre Partie contractante à la Convention, sont habilités à agir comme requérants ou appelés devant le tribunal arbitral.

**PROTOCOLE RELATIF À LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION
DE LA MER MÉDITERRANÉE PAR LES OPÉRATIONS
D'IMMERSION EFFECTUÉES PAR LES NAVIRES ET AÉRONEFS**

Les Parties contractantes au présent Protocole,

Etant parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution,

Reconnaissant le danger que fait courir au milieu marin la pollution résultant des opérations d'immersion de déchets ou autres matières, effectuées par les navires et aéronefs,

Estimant qu'il est de l'intérêt commun des Etats riverains de la mer Méditerranée de protéger le milieu marin contre ce danger,

Tenant compte de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières, adoptée à Londres en 1972,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées « les Parties ») prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir et réduire la pollution de la zone de la mer Méditerranée résultant des opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs.

Article 2

La zone d'application du présent Protocole est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée « la Convention »).

Article 3

Aux fins du présent Protocole :

1. « Navires et aéronefs » signifie véhicules circulant sur l'eau, dans l'eau, ou dans les airs, quel qu'en soit le type. Cette expression englobe les véhicules sur coussin d'air et les engins flottants, qu'ils soient autopropulsés

ou non, ainsi que les plates-formes ou autres ouvrages placés en mer et leur équipement.

2. « Déchets ou autres matières » signifie matériaux et substances de tout type, de toute forme et de toute nature.

3. « Immersion » signifie :

a) Tout rejet délibéré dans la mer de déchets et autres matières à partir de navires et aéronefs ;

b) Tout sabordage en mer de navires et aéronefs.

4. Le terme « immersion » ne vise pas :

a) Le rejet en mer de déchets ou autres matières résultant ou provenant de l'exploitation normale de navires et aéronefs ainsi que leur équipement, à l'exception des déchets ou autres matières transportés par ou transbordés sur des navires ou aéronefs qui sont utilisés pour l'immersion de ces matières ou provenant du traitement de tels déchets ou autres matières à bord desdits navires ou aéronefs.

b) Le dépôt de matières à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel dépôt ne soit pas incompatible avec l'objet du présent Protocole.

5. « Organisation » signifie l'organisme visé à l'article 13 de la Convention.

Article 4

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de déchets ou autres matières énumérés à l'annexe I du présent Protocole est interdite.

Article 5

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de déchets ou autres matières énumérés à l'annexe II du présent Protocole est subordonnée, dans chaque cas, à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétentes, d'un permis spécifique.

Article 6

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de tout autre déchet ou autre matière est subordonnée à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétentes, d'un permis général.

Article 7

Les permis visés aux articles 5 et 6 ci-dessus ne seront délivrés qu'après un examen attentif de tous les facteurs énumérés à l'annexe III du présent Protocole. L'Organisation recevra les données relatives auxdits permis.

Article 8

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ne s'appliquent pas en cas de force majeure due aux intempéries ou à tout autre cause lorsque la vie humaine ou la sécurité d'un navire ou d'un aéronef est menacée. Dans ce cas, les déversements seront immédiatement notifiés à l'Organisation et, par l'intermédiaire de l'Organisation ou directement, à toute Partie qui pourrait être affectée, avec tous les détails concernant les circonstances, la nature et les quantités des déchets ou autres matières immergés.

Article 9

En cas de situation critique ayant un caractère exceptionnel, si une Partie estime que des déchets ou autres matières figurant à l'annexe I du présent Protocole ne peuvent être éliminés à terre sans risque ou préjudice inacceptable, notamment pour la sécurité de la vie de l'homme, elle consultera immédiatement l'Organisation. L'Organisation, après consultation des Parties au présent Protocole, recommandera des méthodes de stockage ou les moyens de destruction ou d'élimination les plus satisfaisants selon les circonstances. La Partie informera l'Organisation des mesures adoptées en application de ces recommandations. Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement assistance dans de telles situations.

Article 10

1. Chaque Partie désigne une ou plusieurs autorités compétentes pour:

- a) Délivrer les permis spécifiques visés à l'article 5;
- b) Délivrer les permis généraux visés à l'article 6;
- c) Enregistrer la nature et la quantité des déchets ou autres matières dont l'immersion est autorisée, ainsi que le lieu, la date et la méthode d'immersion.

2. Les autorités compétentes de chaque Partie délivreront les permis visés aux articles 5 et 6 pour les déchets ou autres matières destinés à l'immersion:

- a) Chargés sur son territoire;
- b) Chargés par un navire ou un aéronef enregistré sur son territoire ou battant son pavillon lorsque ce chargement a lieu sur le territoire d'un Etat non partie au présent Protocole.

Article 11

1. Chaque Partie applique les mesures requises pour la mise en œuvre du présent Protocole :

a) Aux navires et aéronefs enregistrés sur son territoire ou battant son pavillon ;

b) Aux navires et aéronefs chargeant sur son territoire des déchets ou autres matières qui doivent être immergés ;

c) Aux navires et aéronefs présumés effectuer des opérations d'immersion dans les zones relevant, en la matière, de sa juridiction.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux navires et aéronefs appartenant à un Etat partie au présent Protocole ou exploités par cet Etat tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales. Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires ou aéronefs lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec le présent Protocole, pour autant que cela soit raisonnable dans la pratique.

Article 12

Chacune des Parties s'engage à donner pour instruction à ses navires et aéronefs d'inspection maritime ainsi qu'aux autres services qualifiés de signaler à leurs autorités nationales tous incidents ou situations dans la zone de la mer Méditerranée qui font soupçonner qu'il y a eu ou qu'il va y avoir immersion contraire aux dispositions du présent Protocole. Cette Partie en informera, si elle le juge opportun, toute autre Partie intéressée.

Article 13

Aucune des dispositions du présent Protocole ne porte atteinte au droit de chaque Partie d'adopter d'autres mesures, conformément au droit international, pour prévenir la pollution due aux opérations d'immersion.

Article 14

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en application de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.

2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) De veiller à l'application du présent Protocole, et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées et l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;

b) D'étudier et d'apprécier les données relatives aux permis délivrés conformément aux articles 5, 6 et 7 et aux immersions opérées;

c) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;

d) De remplir, en tant que de besoin, toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

3. Les amendements aux annexes du présent Protocole en vertu de l'article 17 de la Convention sont adoptés par un vote à la majorité des trois quarts des Parties.

Article 15

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptées conformément à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT À BARCELONE, le seize février mil neuf cent soixante-seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

A

Les substances ou matières suivantes sont énumérées aux fins d'application de l'article 4 du Protocole :

1. Composés organo-halogénés et composés qui peuvent donner naissance à de telles substances dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas toxiques ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives, pourvu qu'ils n'altèrent pas le goût des organismes marins comestibles.

2. Composés organo-silicés et composés qui peuvent donner naissance à de telles substances dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas toxiques ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives, pourvu qu'ils n'altèrent pas le goût des organismes marins comestibles.

3. Mercure et composés du mercure.
4. Cadmium et composés du cadmium.
5. Plastiques persistants et autres matériaux synthétiques persistants qui peuvent matériellement gêner la pêche ou la navigation, diminuer les agréments ou gêner toutes autres utilisations légitimes de la mer.
6. Pétrole brut et hydrocarbures pouvant dériver du pétrole ainsi que mélanges contenant ces produits, chargés à bord pour être immergés.
7. Déchets et autres matières, fortement, moyennement et faiblement radioactifs, tels qu'ils seront définis par l'Agence internationale de l'énergie atomique.
8. Composés acides et basiques dont la composition et la quantité sont telles qu'ils peuvent compromettre gravement la qualité des eaux marines. La composition et la quantité à prendre en considération seront déterminées par les Parties selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 14 du présent Protocole.
9. Matières produites pour la guerre biologique et chimique sous quelque forme que ce soit (par exemple solide, liquide, semi-liquide, gazeuse ou vivante), à l'exclusion de celles qui sont rapidement rendues inoffensives dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques pourvu :
 - i) Qu'elles n'altèrent pas le goût des organismes marins comestibles ; ou
 - ii) Qu'elles ne présentent pas de danger pour la santé de l'homme ou des animaux.

B

La présente annexe ne s'applique pas aux déchets et autres matières, tels que les boues d'égoûts et les déblais de dragage, qui contiennent les substances définies aux paragraphes 1 à 6 ci-dessus à l'état de contaminants en traces. L'immersion de ces déchets est soumise aux dispositions des annexes II et III, selon le cas.

ANNEXE II

Les déchets et autres matières dont l'immersion nécessite des précautions spéciales sont énumérés ci-après aux fins d'application de l'article 5 du Protocole :

1.
 - i) Arsenic, plomb, cuivre, zinc, béryllium, chrome, nickel, vanadium, sélénium, antimoine et leurs composés ;
 - ii) Cyanures et fluorures ;
 - iii) Pesticides et sous-produits de pesticides non visés à l'annexe I ;
 - iv) Substances chimiques organiques synthétique autres que celles visées à l'annexe I, susceptibles d'avoir des effets nuisibles sur les organismes marins ou d'altérer le goût des organismes marins comestibles.
2.
 - i) Composés acides et basiques dont la composition et la quantité n'ont pas encore été déterminées suivant la procédure prévue au paragraphe A.8 de l'annexe I ;
 - ii) Composés acides et basiques non couverts par l'annexe I, à l'exclusion des composés à déverser en quantités inférieures à des seuils qui seront déterminés par les Parties suivant la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 14 du présent protocole.

3. Conteneurs, ferraille et autres déchets volumineux susceptibles d'être déposés au fond de la mer ou de constituer un sérieux obstacle à la pêche ou à la navigation.

4. Substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui risquent de diminuer sensiblement les agréments, ou de mettre en danger la vie humaine ou les organismes marins ou d'entraver la navigation.

5. Déchets radioactifs ou autres matières radioactives qui ne seront pas comprises à l'annexe I. Pour la délivrance des permis d'immersion de ces matières, les Parties tiendront dûment compte des recommandations de l'organisme international compétent en la matière, actuellement l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ANNEXE III

Les facteurs qui doivent être pris en considération pour établir les critères régissant la délivrance des autorisations d'immersion de matières, suivant les dispositions de l'article 7, sont notamment les suivants :

A. — CARACTÉRISTIQUES ET COMPOSITION DE LA MATIÈRE

1. Quantité totale immergée et composition moyenne de la matière (par exemple par an).
2. Forme (par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse).
3. Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, substances nutritives) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).
4. Toxicité.
5. Persistance : physique, chimique et biologique.
6. Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques ou sédiments.
7. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.
8. Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, mollusques et crustacés, etc.).

B. — CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'IMMERSION ET MÉTHODE DE DÉPÔT

1. Emplacement (par exemple coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).
2. Cadence d'évacuation de la matière (par exemple, quantité quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).
3. Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.

4. Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée, en particulier la vitesse des navires.
5. Caractéristiques de dispersion (telles qu'effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).
6. Caractéristiques de l'eau (telles que températures, pH, salinité, stratification, indices de pollution : notamment oxygène dissous (OD), demande chimique en oxygène (DCO), demande biochimique en oxygène (DBO), présence d'azote sous forme organique ou minérale, et notamment présence d'ammoniaque, de matières en suspension, d'autres matières nutritives, productivité).
7. Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique).
8. Existence et effets d'autres immersions pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et la teneur en carbone organique).
9. Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, les Parties contractantes s'efforcent de déterminer s'il existe une base scientifique adéquate pour évaluer, suivant les dispositions qui précèdent, et compte tenu des variations saisonnières, les conséquences d'une immersion dans la zone concernée.

C. — CONSIDÉRATIONS ET CIRCONSTANCES GÉNÉRALES

1. Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).
2. Effets éventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.
3. Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (tels que : altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer, perturbation du fonctionnement des navires par les matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).
4. Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

**PROTOCOLE RELATIF À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE
LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE LA MER MÉDITERRANÉE
PAR LES HYDROCARBURES ET AUTRES SUBSTANCES
NUISIBLES EN CAS DE SITUATION CRITIQUE**

Les Parties contractantes au présent protocole,

Etant parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution,

Reconnaissant qu'une pollution grave des eaux de la zone de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles peut créer un danger pour les Etats riverains et les écosystèmes marins,

Estimant que la lutte contre cette pollution appelle la coopération de tous les Etats riverains de la Méditerranée,

Ayant à l'esprit la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, la Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ainsi que le Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que des hydrocarbures,

Tenant compte également de la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées « les Parties ») coopèrent pour prendre les dispositions nécessaires au cas où la présence massive, d'origine accidentelle ou résultant d'un effet cumulatif, d'hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles polluant ou risquant de polluer les eaux de la zone définie à l'article premier de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée « la Convention »), constitue un danger grave et imminent pour le milieu marin, les côtes ou les intérêts connexes d'une ou plusieurs Parties.

Article 2

Aux fins du présent Protocole, l'expression « intérêts connexes » s'entend des intérêts d'un Etat riverain directement affecté ou menacé et qui ont trait, entre autres :

- a) Aux activités maritimes côtières, portuaires ou d'estuaires, y compris les activités des pêcheries;
- b) A l'attrait historique et touristique, y compris les sports aquatiques et autres activités récréatives, de la région considérée;
- c) A la santé des populations côtières;
- d) A la conservation des ressources vivantes.

Article 3

Les Parties s'efforcent de maintenir et de promouvoir, soit individuellement, soit en coopération bilatérale ou multilatérale, leurs plans d'urgence et leurs moyens de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles. Ces moyens comprennent notamment les équipements, les navires, les aéronefs et les personnels nécessaires aux opérations en cas de situation critique.

Article 4

Les Parties développent et mettent en œuvre, soit individuellement, soit en coopération bilatérale ou multilatérale, une surveillance active de la zone de la mer Méditerranée afin d'avoir une connaissance aussi précise que possible des faits définis à l'article premier du présent Protocole.

Article 5

En cas de jet ou de chute à la mer de substances nuisibles en colis, conteneurs, citernes mobiles, camions-citernes ou wagons-citernes, les Parties s'engagent à coopérer dans la mesure du possible à leur sauvetage et à leur récupération de manière à réduire les risques de pollution du milieu marin.

Article 6

1. Chaque Partie s'engage à diffuser aux autres parties des informations concernant :

- a) L'organisation nationale ou les autorités nationales compétentes en matière de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles;

b) Les autorités nationales compétentes chargées de recevoir les informations concernant la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles et de traiter des affaires d'assistance entre les Parties;

c) Les méthodes nouvelles en matière de prévention de la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles, les procédés nouveaux pour combattre la pollution, et le développement de programmes de recherches y afférents.

2. Les Parties qui, le cas échéant, sont convenues d'échanger directement entre elles ces informations sont néanmoins tenues de les communiquer au centre régional. Ce dernier en assure la communication aux autres Parties et, sous réserve de réciprocité, aux États riverains de la zone de la mer Méditerranée qui ne sont pas parties au présent Protocole.

Article 7

Les Parties s'engagent à coordonner l'utilisation des moyens de communication dont elles disposent pour assurer, avec la fiabilité et la rapidité nécessaires, la réception, la transmission et la diffusion de tous rapports et informations urgentes relatifs aux faits et situations définis à l'article premier. Le centre régional sera doté des moyens de communication qui lui permettront de participer à cet effort coordonné et, notamment, de remplir les fonctions qui lui sont assignées par le paragraphe 2 de l'article 10.

Article 8

1. Chaque Partie fait donner aux capitaines de navires battant son pavillon et aux pilotes d'aéronefs immatriculés sur son territoire des instructions les invitant à signaler à une Partie ou autre centre régional, par les voies les plus rapides et les plus adéquates, compte tenu des circonstances, et conformément à l'annexe I du présent Protocole:

a) Tous les accidents causant ou pouvant causer une pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles;

b) La présence, les caractéristiques et l'étendue des nappes d'hydrocarbures ou de substances nuisibles repérées en mer et de nature à constituer une menace grave et imminente pour le milieu marin, pour les côtes ou les intérêts connexes d'une ou plusieurs Parties.

2. Les informations recueillies conformément au paragraphe 1 sont communiquées aux autres Parties susceptibles d'être affectées par la pollution:

a) Soit par la Partie ayant reçu ces informations directement ou, de préférence, par l'intermédiaire du centre,

b) Soit par le centre régional.

En cas de communication directe entre Parties, le centre régional sera informé des dispositions prises par ces Parties.

3. En conséquence de l'application des dispositions du paragraphe 2, les Parties ne sont pas tenues à l'obligation prévue à l'article 9, paragraphe 2, de la Convention.

Article 9

1. Toute Partie confrontée à une situation de la nature de celle définie à l'article premier du présent Protocole doit :

a) Faire les évaluations nécessaires concernant la nature et l'importance de l'accident ou de la situation nécessitant des mesures d'urgence ou, le cas échéant, le type et la quantité approximative des hydrocarbures ou autres substances nuisibles, ainsi que la direction et la vitesse de dérive des nappes ;

b) Prendre toutes mesures susceptibles d'éliminer ou de réduire les effets résultant de la pollution ;

c) Informer immédiatement les autres Parties, soit directement, soit par l'intermédiaire du centre régional, de ces évaluations et de toute action entreprise ou prévue pour lutter contre la pollution ;

d) Continuer à observer la situation aussi longtemps que possible et faire un rapport conformément à l'article 8.

2. En cas d'action pour combattre la pollution provenant d'un navire, toutes les mesures possibles devront être prises pour sauvegarder les personnes présentes à bord et, autant que faire se peut, le navire lui-même. Toute Partie qui entreprend une telle action doit en informer l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Article 10

1. Toute Partie ayant besoin d'assistance pour une opération de lutte contre la pollution par les hydrocarbures ou autres substances nuisibles polluant ou menaçant de polluer ses côtes peut demander, soit directement, soit par l'intermédiaire du centre régional visé à l'article 6, le concours d'autres Parties, celles qui sont susceptibles d'être également affectées par la pollution étant sollicitées en premier lieu. Ce concours peut comporter notamment des conseils d'experts et la fourniture ou mise à disposition de produits, d'équipement et de moyens nautiques. Les Parties ainsi sollicitées font tous les efforts possibles pour apporter leur concours.

2. Si les Parties engagées dans l'opération ne peuvent s'entendre sur la conduite même de la lutte, le centre régional peut, avec leur accord, coordonner l'activité des moyens mis en œuvre par ces Parties.

Article 11

L'application des dispositions pertinentes des articles 6, 7, 8, 9 et 10 du présent Protocole concernant le centre régional sera étendue selon qu'il conviendra aux centres sous-régionaux lors de leur création éventuelle, compte tenu de leurs objectifs et fonctions ainsi que de leur relation avec ledit centre régional.

Article 12

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en application de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.

2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) De veiller à l'application du présent Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées et l'opportunité de prendre d'autres dispositions, notamment sous la forme d'annexes;

b) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;

c) De remplir en tant que de besoin toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

Article 13

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT À BARCELONE, le seize février mil neuf cent soixante-seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

Contenu du rapport à rédiger en application de l'article 8 du présent Protocole

1. Chaque rapport donne si possible, en règle générale :
 - a) L'identification de la source de pollution (éventuellement l'identité du navire) ;
 - b) La position géographique, l'heure et la date de l'événement ou de l'observation ;
 - c) L'état du vent et de la mer dans la zone ; et
 - d) Les détails pertinents sur l'état du navire si la pollution provient de celui-ci.
2. Chaque rapport donne si possible, en particulier :
 - a) Des renseignements détaillés sur la nature des substances nuisibles en cause, y compris leur appellation technique exacte (l'appellation commerciale ne devrait pas être utilisée à la place de l'appellation technique exacte) ;
 - b) La quantité exacte ou approximative, la concentration ainsi que l'état probable des substances nuisibles rejetées ou susceptibles d'être rejetées à la mer ;
 - c) Le cas échéant, la description de l'emballage et des marques d'identification ; et
 - d) Le nom de l'expéditeur, du destinataire et du fabricant.
3. Dans la mesure du possible, chaque rapport indique clairement si la substance nuisible rejetée ou susceptible d'être rejetée est un hydrocarbure, une substance nocive à l'état liquide, ou solide, ou gazeux, et si cette substance était ou est transportée en vrac ou en colis, dans des conteneurs, des citernes mobiles ou des camions-citernes et wagons-citernes.
4. Chaque rapport doit être complété, s'il y a lieu, par tout autre renseignement pertinent qui est demandé par l'une des personnes auxquelles le rapport est adressé ou que l'auteur du rapport juge approprié.
5. Toute personne visée à l'article 8, paragraphe 1, du présent Protocole doit :
 - a) Compléter dans la mesure du possible le rapport initial, s'il y a lieu, par des renseignements sur l'évolution de la situation ; et
 - b) Accéder dans toute la mesure possible aux demandes de renseignements complémentaires émanant des Etats affectés.